

Napoléon et l'Espagne

Joseph Pérez

Professeur émérite à l'université de Bordeaux III Ancien directeur de la Casa Velázquez

*En 1813, le traité de Valençay met fin à la guerre qui ravage l'Espagne depuis 1808. L'année suivante, Goya peint *El dos de mayo, ou l'Attaque contre les mamelouks à la Puerta del Sol*, et *El tres de mayo, ou les Fusillades de la Moncloa*, deux tableaux, parmi les plus tragiques de la peinture moderne, qui célèbrent le soulèvement du peuple espagnol contre l'armée d'occupation française et témoignent de la répression sanglante opérée par les troupes napoléoniennes. Joseph Pérez auteur d'une *Histoire de l'Espagne* (Fayard, 1996), revenant sur les événements qui avaient permis à Joseph Bonaparte d'être désigné roi d'Espagne, explique quelles furent les réactions et la riposte des Espagnols face au pouvoir de ce « roi intrus » et aux manœuvres de Napoléon.*

L'intervention française en Espagne et le désastre de Gibraltar

Depuis l'avènement de Charles IV (1788), l'Espagne a du mal à définir une position en face d'une France qui, bientôt sous la direction de Bonaparte, premier consul, puis empereur, paraît en mesure de dicter sa loi à l'Europe. Elle accepte de jouer le rôle peu glorieux d'auxiliaire de la France. C'est le sens du traité de Saint-Ildefonse (1er octobre 1800) par lequel l'Espagne met sa flotte de guerre à la disposition de Bonaparte et s'engage à participer à une expédition destinée à intimider le Portugal qui, depuis un siècle, a fait de l'alliance avec l'Angleterre un dogme de sa politique étrangère. L'Espagne envahit donc le Portugal en février 1801, mais, une fois la victoire acquise, se contente de vagues promesses du Portugal de fermer ses ports au commerce anglais. Napoléon attendait mieux. Il en conçoit de l'irritation et du mépris pour son alliée.

Décidé à abattre l'Angleterre, Napoléon envisage d'envahir son territoire, puis de ruiner son commerce. Ces projets sont à l'origine de l'intervention française en Espagne. Pour attirer la marine anglaise, commandée par l'amiral Nelson, loin des côtes de la Manche, les escadres française et espagnole font mine de se diriger vers les Antilles ; Nelson en fait autant, puis, devinant la manœuvre, fait marche arrière et se replie à Gibraltar au moment où, de leur côté, les bâtiments alliés regagnent leurs bases en Europe. Villeneuve, qui commande l'escadre de la Méditerranée, fait relâche à Cadix où il se retrouve bloqué par la flotte anglaise. Napoléon lui donne l'ordre de sortir. Malgré les réticences des marins espagnols, Villeneuve obéit et affronte les bateaux anglais au large de Trafalgar, non loin de Cadix (octobre 1805). C'est un désastre ; l'Espagne perd une grande partie de cette marine à laquelle elle avait consacré tant d'efforts au XVIIIe siècle.

Joseph Bonaparte, le roi intrus

Napoléon cherche ensuite à empêcher l'Angleterre d'écouler sa production en Europe. L'Espagne accepte de participer à une nouvelle expédition pour contraindre le Portugal à appliquer le blocus continental. En application du traité de Fontainebleau (27 octobre 1807), des troupes françaises traversent l'Espagne et marchent sur Lisbonne ; d'autres, placées sous les ordres du général Murat,

s'acheminent vers l'Andalousie ; en principe, elles sont destinées à prévenir toute attaque anglaise sur Cadix. Or, depuis des mois, en Espagne, le mécontentement monte contre le favori Godoy qu'on rend responsable de tous les malheurs. À Aranjuez, le 17 mars 1808, une émeute oblige le roi Charles IV, non seulement à le renvoyer, mais encore à abdiquer en faveur de son fils qui prend le nom de Ferdinand VII. En apprenant ce qui s'est passé, Murat se hâte d'entrer à Madrid. Il refuse de reconnaître Ferdinand VII. Dès le 21 mars, en effet, Charles IV est revenu sur son abdication et s'est tourné vers Napoléon pour le faire juge du différend qui l'oppose à son fils. À ce moment-là, l'empereur a probablement déjà décidé du sort de l'Espagne. Napoléon s'arrange pour faire venir la famille royale à Bayonne. Là, il exige de Ferdinand qu'il renonce au trône d'Espagne, puis que Charles IV abdique de nouveau, cette fois en sa faveur. Tout a été réglé entre le 5 et le 10 mai. Il ne reste plus qu'à désigner un roi – ce sera le frère de Napoléon, Joseph Bonaparte – et à donner une constitution à l'Espagne. Une assemblée de notables est convoquée pour approuver le texte élaboré par l'empereur. Bien qu'il s'agisse d'une charte octroyée, ce document contient des dispositions qui tranchent avec le passé : à côté d'un Conseil d'État et d'un Sénat nommés, on prévoit une chambre sans pouvoir législatif ; les privilèges sont abolis, les libertés individuelles garanties, y compris la liberté de la presse ; la torture est supprimée. Cette constitution ne sera jamais appliquée. Au moment où elle est promulguée, le soulèvement populaire impose d'autres priorités.

À la réunion de Bayonne ne manquait que l'infant François de Paule. Il aurait dû quitter Madrid le 2 mai et c'est pour empêcher ce départ que la foule manifeste, ce jour-là, aux abords du Palais royal. Murat fait donner la troupe, ce qui déclenche l'émeute. Pendant toute la journée, on se bat dans les rues de la capitale. Le lendemain, Murat fait fusiller des dizaines d'émeutiers. S'ouvre alors une période d'anarchie qui va durer plusieurs mois. Partout se mettent en place des juntas municipales ou provinciales. Le 25 septembre 1808, une Junte centrale, composée de représentants des juntas locales, est constituée afin de coordonner l'action de tous ceux qui refusent de reconnaître le roi intrus – c'est ainsi qu'on désigne Joseph Bonaparte. Celui-ci s'installe au Palais royal de Madrid, le 20 juillet, mais l'armée espagnole met en échec les plans de Napoléon. Les Français viennent rapidement à bout du centre et du nord-ouest de l'Espagne. Ailleurs, les choses se présentent moins bien. Valence, Saragosse et Gérone résistent. Le général Dupont, qui a reçu mission d'occuper Cadix, entre à Cordoue, le 7 juin, mais préfère se replier vers le col de Despeñaperros, au cœur de la Sierra Morena. Il est arrêté à Bailén par des contingents ennemis qui l'obligent à livrer bataille ; fatigués, épuisés par la chaleur et la soif, les Français subissent de lourdes pertes. Dupont capitule ; les vingt mille soldats de son armée sont conduits en captivité. En apprenant la nouvelle, Joseph Bonaparte quitte précipitamment Madrid, le 30 juillet.

Napoléon décide alors de prendre lui-même les choses en main. Le 5 novembre 1808, il est à Vitoria, le 11 à Burgos ; le 2 décembre, il arrive aux portes de Madrid, remet Joseph Bonaparte sur son trône et regagne la France. Le reste de la péninsule, à l'exception de Cadix, est occupé dans les mois qui suivent. En 1811, Napoléon dispose, en Espagne, de plus de trois cent soixante mille hommes, mais ces effectifs sont dispersés et, surtout, ils ne sont pas placés sous un commandement unique. Joseph Bonaparte n'a pas l'autorité suffisante pour s'imposer à des maréchaux qui se jalourent les uns les autres et répugnent à des actions concertées. Cette division et cette désunion facilitent la contre-offensive de l'armée espagnole, réorganisée, appuyée par des francs-tireurs efficaces et par le corps expéditionnaire anglais.

La guérilla et le soutien anglais

La guérilla avait commencé d'une manière spontanée et sporadique après le 2 mai 1808 par des initiatives individuelles qu'animait le désir de venger les exactions de l'armée française. Bientôt, des chefs se détachent du lot et organisent des groupes de partisans. L'armement et l'équipement s'améliorent ; aux armes blanches et aux tromblons des premiers mois s'ajoutent bientôt les fusils pris à l'ennemi ou fournis par les Anglais. La mobilité fait la force et l'efficacité des guérilleros qui gênent les communications de l'ennemi, détruisent ses dépôts de vivres, attaquent ses arrières-gardes et les détachements isolés. La guérilla a contribué à désorganiser le dispositif militaire des Français, mais les coups décisifs ont été portés par l'armée régulière espagnole et par

ses alliés anglais. Dès le 4 juin 1808, l'Angleterre s'était engagée à envoyer un corps expéditionnaire en Espagne. À leur manière, les contingents anglais sont eux aussi insaisissables. La grande façade maritime de la péninsule Ibérique facilite, en effet, des opérations ponctuelles à partir d'un port ; on attire ainsi des unités françaises, mais en évitant de s'enfoncer trop avant dans le pays au risque de se voir coupé de ses arrières ; on se dérobe devant une bataille rangée, quand l'issue en paraît incertaine, pour se replier sur des bases flottantes et débarquer sur un autre point du littoral. Cette tactique, jointe à la puissance de feu des Anglais, déconcerte les maréchaux français. Ce n'est qu'en 1812 que Wellesley, devenu duc de Wellington, juge venu le moment de passer à la contre-offensive. En janvier 1812, il attaque en Estrémadure et prend Ciudad Rodrigo. Le 17 juin, il entre à Salamanque et, au lieu-dit Les Arapiles, il écrase les Français, le 22 juillet. Wellington arrive à Madrid le 11 août, mais, prudent, il préfère regagner le Portugal. Il reprend l'offensive en mai 1813. Les Français évacuent définitivement Madrid. Le 21 juin, l'armée impériale est battue à Vitoria. En décembre, Napoléon signe le traité de Valençay par lequel Ferdinand VII retrouve le trône d'Espagne.

Les réactions des absolutistes et du clergé

Devant ces événements, les Espagnols se sont divisés. Seul un petit nombre a accepté le gouvernement de Joseph Bonaparte. La majorité rejette le roi intrus et se bat contre l'envahisseur français, mais les opposants ne s'entendent pas entre eux. Les uns demandent le retour du roi légitime, Ferdinand VII ; les autres souhaitent doter l'Espagne d'une constitution moderne qui limiterait l'absolutisme.

Le choix des absolutistes s'explique aisément. De leur point de vue, la défense de l'Espagne se confond avec celle du souverain légitime et cette Espagne ne peut être que catholique au sens le plus traditionnel du mot. Une partie importante des classes dirigeantes n'a pas d'autre idée politique. Cette idée, l'immense majorité du peuple la partage confusément. Napoléon a été mal renseigné sur l'Espagne. Il la voit comme un peuple opprimé par des féodaux, dominé par un clergé obscurantiste et fanatique, soumis à des gouvernants et à des souverains méprisables. Napoléon croit arriver en Espagne en libérateur ; il pense sincèrement régénérer ce pays, le tirer de sa torpeur, lui donner des institutions modernes. La constitution de Bayonne n'a pas d'autre but et, plus encore, les décrets signés le 2 décembre 1808, à Chamartin, avant d'entrer dans Madrid : d'un seul coup, Napoléon abolit l'ancien régime, supprime les droits féodaux, la justice seigneuriale, les douanes intérieures, l'Inquisition ; il ferme les deux tiers des couvents... et provoque la réaction de ce peuple qu'il voulait libérer de ses chaînes. Des centaines de moines se dressent, dans l'Espagne de 1808, pour rejeter des réformes imposées par l'étranger et jugées contraires à la religion traditionnelle et au génie national. Chassés de leurs couvents par les mesures de Napoléon et de Joseph Bonaparte, ils se répandent partout ; tous prêchent contre les Français et leurs complices, présentés comme des sans-Dieu qui persécutent l'Église, commettent des sacrilèges et bafouent les traditions les plus sacrées. Ils entretiennent la haine de l'étranger, doublement coupable : comme envahisseur et comme destructeur des valeurs traditionnelles, le second aspect l'emportant sur le premier.

Les afrancesados face aux ambiguïtés du régime josphin

Les héritiers des Lumières du XVIIIe siècle se divisent devant la crise. Les libéraux repliés à Cadix voient dans l'effondrement des Bourbons l'occasion, pour le peuple, de réassumer une souveraineté nationale que la dynastie régnante a abandonnée. Aux yeux des Joséphins, au contraire, les juntes provinciales qui se forment après le 2 mai sont frappées d'une tache originelle : elles sont le fruit de l'anarchie et du désordre ; les Joséphins veulent des réformes, mais à condition qu'elles soient faites dans l'ordre et par le pouvoir légal. Napoléon représente à leurs yeux l'homme qui a mis fin aux excès de la Révolution, qui s'est réconcilié avec l'Église, tout en conservant les grandes conquêtes de 1789 : l'abolition des privilèges, les droits de l'homme, le code civil... Les Joséphins ou afrancesados n'ont aucune estime pour les Bourbons qui se sont déshonorés ; ils constatent que ces Bourbons ont renoncé à leurs droits en faveur de Napoléon ; pourquoi seraient-ils plus royalistes que le roi ? Le régime josphin correspond parfaitement à leur idéal politique : il représente la légalité, l'ordre, l'autorité, l'assurance que les réformes nécessaires

seront introduites judicieusement. Les afrancesados ont du respect pour Joseph Bonaparte qui leur paraît sincèrement désireux de régénérer l'Espagne. De fait, Joseph a eu le souci de s'attacher les élites et le peuple par des mesures pleines de sagesse et par des réformes qui allaient dans le sens de la modernisation sans heurter les sentiments religieux des Espagnols. La suppression des anciens conseils, de la grandesse, des ordres militaires, des charges d'échevins qu'on se transmettait de père en fils, ainsi que la simplification du système fiscal, l'encouragement donné à l'activité économique, le développement de l'instruction publique par la création de lycées et d'écoles techniques, les améliorations et les embellissements apportés dans de nombreuses villes, toutes ces initiatives, secondées par des ministres intègres et compétents, témoignent d'une volonté de servir le royaume que son frère lui a donné et les historiens d'aujourd'hui rendent volontiers justice à Joseph. Malheureusement, celui-ci ne fait pas toujours ce qu'il veut. Les généraux français ne sont pas sous ses ordres ; les réquisitions, les destructions des édifices considérés comme objectifs militaires, les repréailles, les exécutions sommaires... ne sont pas de nature à rendre populaire le régime joséphin, même si ces exactions ne lui sont pas imputables et s'il les a souvent condamnées. L'empereur, de son côté, agit sans informer son frère et sans égard pour son autorité. L'affrontement le plus grave se produit en 1810, quand Napoléon envisage d'annexer les territoires situés au nord de l'Èbre et qu'il nomme des gouverneurs militaires pour administrer la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et la Biscaye. Joseph proteste contre cette atteinte à l'intégrité du royaume. En vain.

On mesure par là l'ambiguïté du régime joséphin. Il représente à coup sûr une avancée vers la modernisation de l'Espagne, mais il a été imposé par l'étranger. On comprend le désarroi de beaucoup d'Espagnols : peuvent-ils payer de ce prix la régénération de leur pays ? Les afrancesados ont été pris entre deux feux. Ils se verront accusés par les réactionnaires d'avoir été trop loin, tandis que les libéraux leur feront grief de s'être opposés au courant révolutionnaire ; ils se sont attiré la haine de leurs compatriotes parce qu'ils acceptaient le régime joséphin et celle des militaires français parce qu'ils s'opposaient aux pillages et aux exactions. Leur tort a été de croire que la régénération de l'Espagne pouvait s'accomplir sous la protection d'une armée d'occupation qui faisait bien peu de cas de l'indépendance nationale.

Joseph Pérez

Mars 2003

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Les Espagnols et Napoléon

Publications de l'université de Provence. Série Etudes Hispaniques, 7., Aix-en-Provence



La guerre d'indépendance espagnole (1808-1814)

Jean-Renée Aymes
Bordas, Paris, 1973



Histoire contemporaine d'Espagne

F.G. Bruguera
Ophrys, Gap, 1954



Napoléon et l'Espagne

André Fugier
Alcan, Paris, 1930



L'Espagne devant Napoléon

Pierre Vilar
*In Les pays sous domination française (1799-1814)
Centre de documentation universitaire, Paris, 1968*